

France-Frontignan: Processing and clearing services

OJ S 47/2023 07/03/2023

Contract notice**Services****Legal Basis:**

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: sète agglomération Méditerranée

National registration number: 21340301700014

Postal address: sète Agglomération Méditerranée, Direction Commande Publique Mutualisée, 4, avenue d'aigues

Town: Frontignan

NUTS code: FRJ13 Hérault

Postal code: 34110

Country: France

E-mail: correspondre@aws-france.com

Fax: +33 467464765

Internet address(es):Main address: <http://www.sete.fr/>Address of the buyer profile: <http://www.agglropole.fr/>**I.1. Name and addresses**

Official name: mairie de Sète

Postal address: ville de Sète, Rue Paul Valéry

Town: Sete

NUTS code: FRJ13 Hérault

Postal code: 34206

Country: France

E-mail: correspondre@aws-france.com**Internet address(es):**Main address: <http://www.sete.fr/>Address of the buyer profile: <http://www.agglropole.fr/>**I.1. Name and addresses**

Official name: centre Communal d'action Sociale de la Ville de Sète

Postal address: centre Communal d'action Sociale de la Ville de Sete, 220 Avenue du Maréchal Juin

Town: Sete

NUTS code: FRJ13 Hérault

Postal code: 34200

Country: France

E-mail: correspondre@aws-france.com

Telephone: +33 467464741

Fax: +33 467464765

Internet address(es):

Main address: <http://www.sete.fr/>

Address of the buyer profile: <http://www.agglopole.fr/>

I.2. Information about joint procurement

The contract involves joint procurement

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <http://www.agglopole.fr/>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <http://www.agglopole.fr/>

I.4. Type of the contracting authority

Regional or local authority

I.5. Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

achat de titres restaurant pour le groupement de commandes de la Ville de Sète et du Ccas de Sète

Reference number: 23rh011/Ad

II.1.2. Main CPV code

66133000 Processing and clearing services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

consultation lancée par un groupement de commandes. L'Accord-Cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande. Les prestations sont réglées par des prix unitaires. L'accord-cadre a pour objet la fourniture et la livraison de cartes titres restaurant et leur chargement pour les agents de la Ville de Sète et ceux du Ccas. Le nombre de bénéficiaires potentiels (à titre indicatif) est de : 620 agents pour la ville de Sète et 400 agents pour le Ccas. A ce jour, la valeur faciale du titre restaurant est de 6 euro(s) (60% part employeur et 40% part salariale). La ville de Sète et le Ccas se réservent le droit de modifier la valeur faciale ainsi que la répartition employeur/part salariale à tout moment en cours d'exécution du marché. Aucun frais de gestion ne pourra être appliqué par le titulaire pour effectuer cette modification

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 4 684 800,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

66133000 Processing and clearing services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRJ13 Hérault

Main site or place of performance: pour la Ville de Sète : Hôtel de Ville, 20 bis rue Paul Valéry
- pour le Ccas de Sète : 220 av. Du Maréchal Juin 34200 - sete

II.2.4. Description of the procurement

consultation lancée par un groupement de commandes. L'Accord-Cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande. Les prestations sont réglées par des prix unitaires. L'accord-cadre a pour objet la fourniture et la livraison de cartes titres restaurant et leur chargement pour les agents de la Ville de Sète et ceux du Ccas. Le nombre de bénéficiaires potentiels (à titre indicatif) est de : 620 agents pour la ville de Sète et 400 agents pour le Ccas. A ce jour, la valeur faciale du titre restaurant est de 6 euro(s) (60% part employeur et 40% part salariale). La ville de Sète et le Ccas se réservent le droit de modifier la valeur faciale ainsi que la répartition employeur/part salariale à tout moment en cours d'exécution du marché. Aucun frais de gestion ne pourra être appliqué par le titulaire pour effectuer cette modification

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: Valeur technique de l'offre / Weighting: 70

Quality criterion - Name: Caractère innovant / Weighting: 20

Price - Weighting: 10

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 4 684 800,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 12

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

le contrat est susceptible d'être reconduit dans les conditions du cahier des charges. Les délais d'exécution/de livraison sont fixés sur chaque bon de commande

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

le contrat prévoit la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

la liste des pièces de la candidature figure au règlement de la consultation

III.2. Conditions related to the contract

III.2.2. Contract performance conditions

L'Exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat. Aucune clause de garantie financière prévue. Le contrat prévoit le versement d'une avance, avec obligation de constituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire en contrepartie. Les prix sont révisables. Le paiement des prestations se fera dans le respect du délai global de paiement applicable à l'acheteur. La consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental détaillées au cahier des charges. Le contrat sera financé sur les ressources propres de chaque collectivité membre du groupement. Les modalités de paiement sont régies au L.2392-10, R.2392-10 à R.2392-13 Ccp et soumises au Ccag applicable au contrat

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

Framework agreement with a single operator

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 06/04/2023 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 6 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 06/04/2023 Local time: 14:00

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: yes

Estimated timing for further notices to be published:

compte tenu de la durée ferme de 4 ans du présent contrat, la prochaine remise en concurrence devrait intervenir courant premier semestre 2027

VI.3. Additional information

les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Cette consultation bénéficie du Service Dume. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://www.agglopoie.fr/> -jugement des offres : Les sous-critères retenus pour le jugement des offres sont définis dans le règlement de la consultation. Demandes de renseignements : les demandes de renseignements doivent parvenir, par écrit, 10 jours calendaires avant la date limite de remise des plis, via le PROFIL D'Acheteur, et selon les modalités définies au règlement de la consultation. Une réponse écrite sera adressée au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des plis. La gestionnaire marchés publics de la consultation est Audrey DAVID: 04.67.46.47.19

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: tribunal administratif de Montpellier
Postal address: 6, rue Pitot
Town: Montpellier
Postal code: 34063
Country: France
E-mail: greffe.ta-montpellier@juradm.fr
Telephone: +33 467548100
Fax: +33 467547410

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:
le candidat peut, s'il le souhaite et sous réserve de sa recevabilité, exercer devant le tribunal administratif de Montpellier :- référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (Cja), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du Cja, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du Cja.- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du Cja, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.- Recours en indemnisation qui devra, obligatoirement faire l'objet d'une demande préalable auprès de la personne publique (au-delà d'un délai de quatre ans à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle où la créance sur la personne publique est née, le requérant s'expose à l'opposition de la prescription quadriennale

VI.5. Date of dispatch of this notice

02/03/2023